

LE PROGRES Loire

Nouveaux tarifs de la Sécurité sociale : « un coup de massue » pour les radiologues, qui seront en grève ce lundi

La profession sera en grève le 10 novembre, pour dénoncer une décision « brutale » de la Sécurité sociale. Une décision qui risque, notamment, de « restreindre l'accès aux soins des patients ». Frédéric Véniat, radiologue à Roanne, fera partie des professionnels qui fermeront leur cabinet.

Muriel Catalano - 09 nov. 2025 à 06



Les radiologues doivent aussi prendre en charge tous les investissements numériques, avec notamment l'archivage des images. Photo d'illustration Sonia Barcet

« C'est un coup de massue. » Comme de nombreux centres en France, Frédéric Véniat, cogérant du cabinet de radiologie Renaison-Brossolette, à Roanne, est remonté. Il baissera, pour la première fois, le 10 novembre, le rideau de son cabinet en réponse aux nouvelles baisses de tarif d'imageries annoncées par la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) dans le cadre [du projet de loi de financement de la Sécurité sociale de 2026](#).

Une coupe qu'il juge « brutale, unilatérale ». « Injustifiable » écrit la Fédération nationale des médecins radiologues, à l'origine de ce mouvement de mobilisation.

« Il va être compliqué, dans ces conditions, d'investir »

« C'est la première fois qu'une décision est prise sans concertation avec les instances représentatives de la radiologie », ajoute Frédéric Véniat. « Une décision qui se traduira, par exemple, par une baisse de 15 % des tarifs des forfaits techniques des scanners et IRM. Cela signifie une baisse de

500 000 euros sur une année d'exercice. Ce sont des équipements qui coûtent extrêmement cher. Une IRM, aujourd'hui bourré d'intelligence artificielle, c'est entre 900 et 1 400 000 euros à l'achat, un scanner entre 600 000 et 900 000 euros. Ce sont aussi des appareils grands consommateurs d'énergie à l'image de l'IRM. Nos coûts d'électricité ont flambé avec l'inflation. Nous avons dû aussi augmenter les salaires de plus de 20 % en 4 ans en raison d'une pénurie de manipulateurs radio. Face à l'explosion de nos charges, il va être compliqué, dans ces conditions, d'investir. »

Frédéric Véniat se dit inquiet pour ses salariés, mais surtout pour ses patients. Ils sont 600 à 650, au quotidien, à franchir les portes des cinq sites que compte la structure dans Roanne et ses environs.

« La profession a déjà consenti à de nombreux efforts »

Derrière ces baisses de tarifs d'imageries, « c'est l'accès aux soins des malades qui risque d'être impacté », ajoute le radiologue. « La population vieillit, la demande en imageries est croissante. Si nous n'avons pas les appareils capables de répondre à cette demande, les délais aux examens comme les IRM, scanners, échographies, mammographies, seront plus longs, les diagnostics retardés, les dépistages de masse comme le cancer du sein, fragilisés. La profession a déjà consenti, par le passé, à de nombreux efforts pour réduire les dépenses de santé de la Sécurité sociale. »

« Depuis dix ans, nous avons dû faire face à plus de 1,5 milliard d'euros de baisses tarifaires », rappelle Frédéric Véniat, qui a toujours refusé, jusqu'ici, d'appliquer dans son cabinet des dépassements d'honoraires.